

ETUDE DES CRISES DE LA DECENNIE 1990

Cette étude a pour but de décrire puis de comprendre, à partir de l'analyse détaillée d'une sélection de crises caractéristiques de la décennie 1990, les facteurs décisifs qui ont pu pousser les pays occidentaux à interférer d'une manière ou d'une autre dans ces crises. Même si ces études étudient le processus de décision des pays occidentaux dans leur ensemble, la place et le rôle de la France ont été privilégiés.

Le choix des crises s'est donc orienté vers un vaste panel, susceptible de couvrir des types de crises aussi variés que possible, afin de mettre au jour autant que faire se peut les différents motifs d'intervention qui ont été présentés dans cette période.

Dès lors, douze crises ont été sélectionnées. Tout d'abord, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ne pouvaient que retenir l'attention, si caractéristiques qu'elles étaient de la décennie. Les crises africaines, par leur complexité et les atrocités qui ont été commises, ont suscité de multiples réactions dans les pays occidentaux, et par conséquent, des interventions aux motifs très variés et très controversés. La République Centrafricaine et le Rwanda ont été les deux crises retenues. A la même époque, l'intervention dans la crise haïtienne avait pour but, quant à elle, de restaurer le gouvernement légitime chassé par un coup d'Etat. C'est une des rares crises pour laquelle les Nations-Unies autorisèrent le recours à la force. Le Cambodge et la Somalie ont suscité eux aussi deux opérations des Nations-Unies sur une longue période, réunissant des moyens considérables, sans qu'on puisse pour autant parler de succès. Le cyclone Mitch est une crise à part, déclenchée non pas par des affrontements humains, mais par une catastrophe naturelle. Elle a mobilisé l'ensemble de la communauté internationale. Le Timor-Oriental est une crise intéressante, qui a fait l'objet une intervention internationale après vingt-cinq ans d'indifférence : les raisons de ce revirement mettent en lumière de nouveaux critères poussant à l'intervention. Enfin, trois crises très différentes, à savoir la crise tchéchène, la crise algérienne et l'Intifada, ont été choisies pour leur point commun, celui de n'avoir donné lieu à aucune intervention militaire directe. Il était donc particulièrement intéressant de les étudier afin de connaître les raisons de cette non-intervention dans des régions qui intéressaient pourtant les pays occidentaux à divers titres.

Ces études n'ont pas suivi une perspective historique, qui aurait consisté à mettre en relief des événements-clé, mais se sont plutôt essayées à décrire le processus de décision qui a conduit, ou non, à une intervention de la part des pays occidentaux. Dès lors, les événements-clé, dans cette perspective, ont été

ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont influencé les décisions ou les représentations de la crise dans les opinions occidentales. La méthodologie suivie a donc consisté à privilégier systématiquement les données influant sur le processus de décision. Plutôt qu'une simple présentation des éléments expliquant une décision, il est apparu intéressant de suivre pas-à-pas la réflexion, pesant le pour et le contre, qui conduit à une décision. Ceci permet ainsi de mieux intégrer les nuances, les inévitables contradictions et les hésitations que les pays occidentaux ont connu à cette occasion.

Dans cette optique, la démarche a consisté, après une présentation succincte des éléments-clé de la crise, à étudier de façon détaillée les causes de la crise (les origines, les facteurs déclenchants, les causes d'aggravation, les critères de crise) afin de mettre en évidence à ce stade le seuil d'intervention des pays occidentaux. Une typologie des acteurs de violence et de résolution permet ensuite de situer ces acteurs les uns par rapport aux autres, et ainsi de comprendre les liens et les interactions existant entre eux, ce qui est un élément fondamental dans l'étude du processus de décision. Il s'agit de comprendre comment les acteurs se perçoivent et agissent les uns avec les autres. Ceci débouche sur l'étude des buts, des objectifs, des stratégies et des moyens des acteurs engagés dans la crise, qui est le nécessaire prolongement du point précédent.

A partir de ces éléments, les études se sont ensuite attachées à dégager les éléments décisionnels des acteurs de résolution. Tout d'abord, les éléments en faveur d'une intervention ont été détaillés : les intérêts, les valeurs, mais aussi les règles et les contraintes. L'analyse du triptyque décisionnel sur le choix entre une intervention ou une non-intervention met en évidence les risques, les opportunités et les enjeux de chaque intervention potentielle. Le questionnement stratégique vise à répondre aux questions : peut-on agir (posant ainsi la question des moyens matériels) ? Faut-il agir (c'est-à-dire mettre en évidence les perceptions des opinions publiques) ? Veut-on agir (y a-t-il une réelle volonté politique d'engagement) ? Enfin, le déroulement réel du processus décisionnel permet de caractériser chaque crise avec des éléments qui lui sont propres.

Pour les crises ayant fait l'objet d'une intervention, une partie sur les modes de résolutions employés, (résolutions adoptées par l'ONU, mandats, règles d'engagement,...) et sur les modalités et le déroulement de l'intervention militaire proprement dite a été développée. Enfin, un état des lieux a permis de faire un bilan à la fois des conséquences et du degré de succès des différentes formes de résolution tentées. En tout dernier lieu, des annexes ont été jointes à chaque étude, mettant en évidence des caractéristiques propres, développant un point-clé ou apportant des précisions que la trame de l'étude ne permettait pas de d'intégrer.

Concernant la synthèse, il est très vite apparu difficile de distinguer des types de crises suivant quelque critère que ce soit (politique, rapports de force, moyens employés, etc). Sans doute cela vient-il du fait que, de plus en plus, les crises sont multiformes et par conséquent, se prêtent mal à une caractérisation

systematique. Ceci met en évidence la grande diversité des conflits actuels, qui nécessiterait de caractériser chaque crise par une appellation différente, et en même temps les quelques points communs qui pourraient quasiment toutes en faire des « guerres civiles », des « micro-conflits » ou encore des « crises internes ».

Par contre, des typologies de causes, de signaux d'alerte et d'indicateurs de crise ont été dégagées, autant d'éléments qui peuvent servir à la prévention de crise en amont. Des typologies des attitudes des acteurs de résolution face aux crises, des intérêts en jeu, des valeurs ou encore des objectifs opérationnels sont autant d'outils qui mettent en relief les différentes facettes du processus de décision. Ces typologies peuvent permettre une approche utile vers des éléments d'une politique d'intervention. Dans tous les cas, des éléments communs, invariants, ont été recherchés afin de mieux définir les caractéristiques des crises actuelles et ainsi de mieux se préparer à y faire face.

Cette étude a permis de mettre en évidence les nouveaux critères qui peuvent pousser les pays occidentaux à l'intervention, mais aussi l'importance croissante des opinions publiques ou encore les causes des évolutions de la conception du maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies au cours de la décennie. En effet, réagir promptement et avec pertinence aux crises susceptibles de se développer suppose d'avoir déjà compris leurs nouvelles caractéristiques et spécificités, ce qui permet de préparer des concepts, des outils et des moyens adéquats.